

Olivier Bouquet - Les pachas du sultan. Essai sur les agents supérieurs de l'État ottoman 1839-1909

Élise Massicard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/4717>

DOI : [10.4000/cdlm.4717](https://doi.org/10.4000/cdlm.4717)

ISSN : 1773-0201

Éditeur

Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2009

Pagination : 389-393

ISSN : 0395-9317

Référence électronique

Élise Massicard, « Olivier Bouquet - Les pachas du sultan. Essai sur les agents supérieurs de l'État ottoman 1839-1909 », *Cahiers de la Méditerranée* [En ligne], 78 | 2009, mis en ligne le 15 février 2010, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cdlm/4717> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cdlm.4717>

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Olivier Bouquet - Les pachas du sultan. Essai sur les agents supérieurs de l'État ottoman 1839-1909

Élise Massicard

RÉFÉRENCE

Olivier Bouquet, Les pachas du sultan. Essai sur les agents supérieurs de l'État ottoman (1839-1909), Louvain, Peeters, 2007

- 1 L'ouvrage d'Olivier Bouquet, tiré de sa thèse de doctorat, est consacré à l'étude de la « figure du politique oriental » qu'est le pacha, l'incarnation même du haut fonctionnaire ottoman. C'est en effet lorsqu'ils étaient promus aux grades supérieurs de l'administration civile et militaire que les serviteurs du sultan accédaient à ce titre – le plus prestigieux de la fin de l'Empire. Cette étude s'appuie sur l'analyse sérielle approfondie d'un échantillon de 282 notices de pachas tirés des dossiers du personnel (*sicill-i ahval*). Ceux-ci regroupent les notices biographiques de plus de 50 000 agents en fonction au long du xix^e siècle, collectées de manière systématique par une commission mise en place à partir de 1879. Cette source est donc le produit de la première tentative de l'État ottoman pour recenser ses agents, dans un contexte de réforme et de rationalisation de ce que l'on pourrait anachroniquement appeler la « gestion des ressources humaines » de l'administration impériale.
- 2 Olivier Bouquet consacre la seconde partie de son ouvrage à une critique raisonnée de cette source très riche, assez fiable, et jusque-là relativement sous-exploitée : conditions de mise en place de la commission et du formulaire, usages sociaux des registres par les collecteurs, les « enquêtés » et leurs supérieurs. Il analyse la mise en place de ce dispositif de recensement à la fois comme un « lien de soumission » et un

- « mode d'individualisation » (p. 97). Il étudie également les conditions de production et d'authentification d'un savoir par l'État. Il en cerne les logiques de sélection de l'information – ce qui lui permet de dégager ce qui fait sens pour l'État – mais aussi les critères d'appréciation. Cette approche éclaire en retour un versant de la culture politique ottomane, les représentations en vigueur du « parfait pacha » ; dans cette l'économie morale du serviteur du sultan, le souci de l'intérêt général et du bien public reste moins important que le cercle moral sultanien (p. 417).
- 3 Surtout, la biographie collective de l'une des plus centrales des institutions ottomanes constitue un point d'observation idéal à plusieurs titres. Le portrait collectif que l'auteur dresse de ces « hommes à tout faire » permet de dessiner une histoire sociale des institutions, mais aussi d'analyser par le menu de nombreux mécanismes administratifs. L'auteur peut ainsi mettre en regard la réforme de l'administration, bien connue dans ses textes et ses intentions, avec sa mise en pratique effective, qui l'est beaucoup moins. Ainsi, dans quelle mesure le statut fonctionnarial est-il autre chose qu'un édifice de papier ? Dans quelle mesure peut-on parler d'un passage du serviteur au fonctionnaire ?
 - 4 La troisième partie – la plus centrale – étudie les principales caractéristiques des pachas en poste. Au-delà du simple titre, Olivier Bouquet débrouille l'écheveau des grades, des rémunérations, des fonctions, des décorations, et reconstitue les carrières : quelles sont les logiques d'avancement ? La progression hiérarchique s'avère modulable et plurielle ; il existe des grilles de traitement, mais elles ne sont pas toujours respectées ; on constate une grande hétérogénéité de rémunérations pour un même poste. L'auteur va parfois jusqu'à refuser de parler d'une haute fonction publique ottomane, tant les disparités sont énormes (p. 168). Il conclut que les pachas ne forment en aucun cas un corps politico-administratif unifié, mais un groupe éclaté (p. 180). L'étude de cette hétérogénéité permet à l'auteur de reconstituer des hiérarchies pratiques – implicites mais non moins réelles – de fonctions, de prestige et de faveurs, mais aussi de postes, notamment en fonction de leur localisation. L'avancement, qui n'est pas systématique, ne se fait ni uniquement à l'ancienneté, ni directement au mérite ; ce qui dénote une gestion patrimonialiste de l'État. Cependant, Olivier Bouquet repère également des régularités et une cohérence d'ensemble, voire un véritable *cursus honorum* ottoman au-delà de la volonté du sultan, même s'il n'est pas standardisé – il n'existe pas une voie royale mais plusieurs voies d'accès ; la progression dans la carrière se standardise à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie ; quant à la hiérarchie militaire, elle est plus stricte, et la carrière y est plus balisée (p. 140).
 - 5 Cette étude systématique permet à l'auteur d'apporter de nouveaux éclairages sur la question des passages entre administration civile et militaire, avec beaucoup de nuance. Il conclut que cette distinction, bien réelle, n'explique pas tout (p. 147) : elle est plus institutionnelle que fonctionnelle ; elle n'a pas cours dans certaines catégories ; et elle est à l'avantage de l'armée. L'administration civile recourt aux militaires, mais pour des missions précises et pour une durée limitée (p. 122 sq.).
 - 6 La quatrième partie aborde les individus comme les produits d'une fabrique sociale, scolaire et linguistique et propose une analyse des origines sociales des bureaucrates ottomans et de leur socialisation. Les pachas ne sont ni de purs méritocrates ni de simples héritiers, mais ils sont issus de milieux précis et restreints (grandes familles provinciales, serviteurs de l'État), d'un monde souvent liés à l'État, ce qui permet de faire l'hypothèse de familles depositaires d'une certaine culture d'État. Un cinquième

des pachas est fils de pacha – ce qui contribue à la fois à l'entrée et à la progression dans la carrière. Pour nous en convaincre, l'auteur met en parallèle les carrières croisées (notamment père/fils) et reconstitue les liens de protection. Cependant, cette hérédité, bien qu'encouragée, est de courte durée (une génération en général) ce qui empêche la formation d'une véritable noblesse. Coexistent donc une valorisation de l'ascendance, une politique d'intégration des notables, et le principe d'égalité face au mérite.

- 7 La dernière partie est consacrée à une reconstitution des âges de la vie (de la période de formation au retrait du service de l'État). L'étude de l'entrée en carrière aurait sans doute pu être systématisée au-delà des indications et des cas analysés, très intéressants, à partir des capitaux de départ dont disposaient les individus (appartenance, compétence par la formation, etc.). L'étude des circulations provinciales permet de dessiner une géographie de l'administration impériale fort intéressante. En ressort notamment la domination d'Istanbul sur les carrières – même si une indication du poids relatif des administrations stambouliote et provinciale aurait permis de s'en faire une image plus précise. L'auteur cerne ainsi certaines spécificités de l'échelle locale : l'administration provinciale apparaît comme autonome et intégrée (p. 374) ; les élites ne s'y répartissent pas tant selon les grandes institutions ottomanes – les administrations locales sont le lieu de nombreuses passerelles entre échelles – que selon des fonctions diverses, toutes par ailleurs investies par les grandes familles (p. 137). La mention des « fonctionnaires territoriaux » (p. 150) paraît peu claire : dans quelle mesure peut-on parler d'une catégorie différente de fonctionnaires, comme dans le cas français ? Enfin, certaines régions sont plus ou moins intégrées à l'ensemble ottoman, le Proche-Orient apparaissant comme très isolé. La politique de centralisation est articulée différemment sur le territoire, selon une vision pragmatique des domaines bien protégés (p. 384). En revanche, il n'existe pas de *cursus honorum* régional.
- 8 Outre l'espace, l'auteur reconstitue le temps de l'administration. Celui-ci est bien sûr lié au temps politique, mais il conserve cependant une certaine autonomie. Suivant en cela sa source, deux périodes de la réforme ottomane (les *Tanzimat* de 1839 à 1876 et la période hamidienne) généralement dissociées dans l'historiographie sont ici traitées ensemble. Ainsi, la rupture entre pachas des *Tanzimat* et pachas hamidiens n'est probablement pas aussi radicale que l'on aurait pu le penser. De même, la continuité au niveau des hauts fonctionnaires pousse à relativiser la rupture de 1908 sur laquelle insiste l'historiographie (p. 427).
- 9 L'auteur refuse de se situer de plain-pied dans le débat sur la tradition et la modernité (p. 360), même si les dernières pages y sont consacrées. Il relativise la vision du fonctionnaire, dans la mesure où ce serviteur n'est pas défini uniquement par sa fonction, où il n'y a pas d'homologie entre dignité et fonction, et où patronage, clientélisme (p. 149), réseaux personnels, mais aussi solidarités familiales exercent une importance durable sur les carrières. L'instabilité et la mobilité des postes sont réelles ; cependant, loin de constituer un simple signe de dysfonctionnement, elles ont aussi leurs régularités qui s'imposent à tous (p. 358), ce qui nuance la vision d'un monde administratif anémique dont la seule logique serait celle des passe-droits. Sur l'ensemble de la période, on voit se dessiner une tendance au perfectionnement de la fiabilité des registres qui dénote une rationalisation de la gestion des ressources humaines (p. 376). Celle-ci est parallèle à un processus de spécialisation et d'impersonnalisation de l'administration (p. 156). Ainsi, la carrière de gouverneur se

trouve-t-elle progressivement professionnalisée et institutionnalisée. Finalement, l'auteur conclut à une modernité (changement des profils d'agent, disciplinarisation des dispositifs administratifs) mais limitée (p. 418), renvoyant dos à dos ceux qui font des pachas au XIX^e siècle tardif les leaders d'une fonction publique moderne et rationalisée comme ceux qui voient en eux les tenants d'un « traditionalisme » anti-occidental destiné à enterrer la réforme et à corrompre l'État.

- 10 L'auteur met toujours ses conclusions en regard de l'historiographie, ce qui lui permet de réfuter certaines fausses évidences fondées sur des analyses moins systématiques – ainsi des interprétations qui exagèrent la part des pachas de complaisance et des dynastes locaux intégrés à l'ordre ottoman par le titre (p. 130). Les références théoriques sont nombreuses et sollicitées à bon escient, bien que de manière relativement ponctuelle. Au passage, l'auteur lance des pistes de réflexion concernant des sujets connexes ; ainsi, il ouvre des questions aux historiens du XX^e siècle – par exemple sur la prépondérance de la hiérarchie militaire sur la hiérarchie civile, qu'il fait remonter plus loin que la plupart des historiens ou le rôle de l'école d'administration *mülkiye* dans la formation des élites (p. 148).
- 11 L'une des grandes richesses de la démonstration est sa facilité à varier les échelles et les focales d'analyse en fonction des questions posées à la source : existe-t-il un *cursus honorum* administratif ? Olivier Bouquet analyse alors le devenir des individus ayant entamé leur carrière dans le même bureau. Existe-t-il des trajectoires-types du point de vue géographique ? Il analyse alors les mobilités à partir de l'étude des parcours professionnels des pachas ayant été en poste dans une province précise. De la même manière, il mêle avec brio les analyses statistiques et des mini-monographies plus narratives et plus fouillées, s'appuyant sur d'autres sources. Il a produit des cartes, des tableaux d'une grande variété et richesse pour appuyer et illustrer son propos. L'ouvrage est abondamment documenté et richement illustré (photographies, documents ottomans). L'auteur fait preuve d'une grande érudition – sa bibliographie est très fournie, et inclut des références comparatives. L'ouvrage est également écrit avec force détails et finesses de langage. On peut cependant regretter le caractère technique de certains passages. Certains termes non explicités (le parfait de non constatation) et certaines citations de l'ottoman non traduites resteront probablement relativement hermétiques aux non spécialistes de la zone.
- 12 Enfin, certaines questions sont laissées en suspens : on peut ainsi regretter que la question du passage entre échelles, approfondie dans le cas des échelles civile et militaire, soit traitée avec moins de précision concernant les notables, et que la question de l'attribution à des civils de grades *a priori* réservés aux notables, et donc du « détournement » de l'esprit de la réforme de 1830 (p. 121, 130), ne soit pas creusée. De même, le lecteur apprend au détour d'une tardive phrase que certains pachas, enterrés près d'un *tekke*, entretenaient donc des relations confrériques (p. 436). Une dimension qui n'avait pas été mentionnée jusque-là, et qui ne manque pas d'interroger : serait-elle complètement indifférente au déroulement de la carrière ? Son absence tient-elle à ce qu'elle serait totalement occultée des registres et des autres sources ? Même un ouvrage d'une telle richesse ne saurait épuiser toutes les interrogations ; c'est l'un de ses grands mérites que d'ouvrir de nouvelles questions et pistes de recherche. Assurément, ce livre très stimulant marque une étape décisive dans l'étude de l'administration ottomane.

AUTEURS

ÉLISE MASSICARD

CNRS EHESS